



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté N° R03-2020-06-22-003

portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas du projet d'extension d'une exploitation agricole à Cacao sur la commune de Roura, présenté par Monsieur Kévin LAU TXIA NENG, en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement

**Le préfet de la région Guyane
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R.122-3 ;

VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 tendant au classement comme en départements, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et La Réunion ;

VU l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, sous-préfet hors classe, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

VU le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;

VU le décret du 1er janvier 2020 relatif à la nomination de M. Paul-Marie CLAUDON, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général des services de l'État, responsable de la coordination des politiques publiques, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté n° R03-2019-12-31-001 du 31 décembre 2019 portant organisation des services de l'État en Guyane ;

VU l'arrêté n° R03-2020-01-04-002 du 4 janvier 2020 portant délégation de signature à M. Paul-Marie CLAUDON, secrétaire général des services de l'État ;

VU l'arrêté du 30 janvier 2020 nommant M. Raynald VALLEE, administrateur en chef de première classe des affaires maritimes, directeur général des territoires et de la mer de Guyane ;

VU l'arrêté n°R03-2020-02-17-005 du 17 février 2020 portant délégation de signature à M. Raynald VALLEE, directeur général des territoires et de la mer de Guyane ;

VU la demande d'examen au cas par cas, déclarée complète le 04 mai 2020, transmise par Monsieur Kévin LAU TXIA NENG et relative au projet d'extension d'une exploitation agricole à Cacao sur la commune de Roura ;

Considérant que le projet a pour objectif l'agrandissement d'une exploitation agricole sur 72 hectares afin d'y planter des ramboutans (40 ha) et des bananiers (20 ha) ;

Considérant que ce projet nécessitera le déboisement de 60 ha à raison de 10 ha par an et que 12 ha seront conservés en l'état ;

Considérant que le projet, est inscrit en "zone rurale de développement durable" du PNR (Parc Naturel Régional) en zone à vocation agricole dans le PLU (Plan local d'urbanisme) de la commune et en espaces agricoles dans le SAR (Schéma d'Aménagement Régional) ;

Considérant que la parcelle, parcourue par des cours d'eau, est située en fond de vallée encaissée avec des fortes pentes surtout au sud de la montagne Tigany ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à n'effectuer aucune modification ni aucun franchissement des cours d'eau et qu'une bande de ripisylve d'un minimum de 10 mètres sera préservée sur chaque berge des criques et 50 m pour les cours d'eau les plus importants ;

Considérant que les zones de pentes seront plantées d'arbres fruitiers après déboisement pour éviter le ravinement des sols, et qu'un enherbement de plantes de couverture sera effectué sur la surface plantée pour protéger le sol et constituer un apport d'amendement naturel ;

Considérant que compte tenu des éléments du dossier, ce projet ne fait pas apparaître d'impacts environnementaux majeurs compte tenu des mesures de réduction annoncées ;

Sur proposition du directeur général des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

Article 1er - En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, Monsieur Kévin LAU TXIA NENG est exempté de la réalisation d'une étude d'impact pour le projet d'extension d'une exploitation agricole-lieu-dit montagne Tigany à Cacao sur la commune de Roura.

Article 2 - La présente décision, prise en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet pourrait être soumis.

Article 3 - Le secrétaire général des services de l'État et le directeur général des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Guyane.

Cayenne, le 22 juin 2020

Le Préfet,



Marc DEL GRANDE

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication :

- d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane. L'absence de réponse du Préfet au terme de ce délai de deux mois vaut rejet implicite.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant le rejet du recours administratif gracieux :

- d'un recours contentieux déposé auprès du greffe du tribunal administratif de Cayenne (7, rue Schoelcher – BP 5030 – 97 305 Cayenne Cedex).

Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.